

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État – Ministères Transition Écologique Aménagement du Territoire Transports Ville et Logement – Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est, par délégation de Madame la Préfète de la Région Rhône-Alpes, coordonnatrice des itinéraires routiers (arrêté préfectoral en vigueur).

Objet de la consultation

Marchés de travaux de désamiantage, de réhabilitation et de rénovation énergétique des locaux du Centre d'Entretien et d'Intervention de Comboire à Échirolles.

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **24 mars 2026 à 12 h 00** (heure locale de l'adresse du RMO)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes.....	5
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	5
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	5
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-10. Délai de validité des offres.....	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	6
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	6
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	9
3-1. Solution de base.....	9
3-2. Variantes.....	15
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION.....	15
4-1. Sélection des candidatures.....	15
4-2. Jugement et classement des offres.....	16
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	18
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	18

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	19
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	20
ARTICLE 7. VISITE OBLIGATOIRE.....	20

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne la passation de marchés de travaux pour le désamiantage de l'ensemble des locaux, la rénovation énergétique du bâtiment ainsi que le réaménagement des espaces intérieurs.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

27 RUE DE COMBOIRE 38130 ECHIROLLES

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestataires peuvent répondre à un, plusieurs ou tous les lots.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 12 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 01	VRD
Lot 02	DÉSAMIANTAGE
Lot 03	DEMOLITION / GROS OEUVRE
Lot 04	CHARPENTE BOIS / COUVERTURE METALLIQUE / ETANCHEITE / ZINGUERIE
Lot 05	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM / OCCULTATIONS / METALLERIE

Désignation des lots	
Lot 06	MENUISERIES INTERIEURES BOIS / AGENCEMENT
Lot 07	PLATRERIE / FAUX-PLAFONDS
Lot 08	CHAPE / CARRELAGE / FAIENCE
Lot 09	PEINTURE / NETTOYAGE
Lot 10	TRAITEMENT DE FACADE / ITE
Lot 11	ELECTRICITE
Lot 12	PLOMBERIE / SANITAIRE / CHAUFFAGE / VENTILATION

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard **10 jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le

soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le maître d'ouvrage a décidé de faire application des dispositions des articles L.2112-2 et R.2111-10 du CCP en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable aux lots suivants qui composent le présent marché :

Lot	Intitulé
3	DÉMOLITION /GROS OEUVRE
4	CHARPENTE BOIS / COUVERTURE / ETANCHEITE / ZINGUERIE
6	MENUISERIES INTERIEURES BOIS / AGENCEMENT
7	PLATRERIE / FAUX PLAFOND
8	CHAPE / CARRELAGE / FAIENCE RDC
10	TRAITEMENT DE FACADE / ITE
11	ELECTRICITE / COURANTS FAIBLES
12	CHAUFFAGE / VENTILATION / PLOMBERIE / SANITAIRE

Pour l'exécution de ces lots, chaque entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières conformément à l'article 11.1 du CCAP.

Les heures d'insertion et/ou les engagements d'insertion sont indiqués en annexe 1 du CCAP.

Le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

Le Service Ressource et Développement pour l'Emploi de Grenoble Alpes Métropole	Direction Insertion et Emploi, Pôle Cohésion Sociale Maryline GUIGNARD Ligne directe : 04 85 59 95 70 // Portable : 07 88 22 90 01 47 avenue Marie Reynoard 38100 Grenoble
---	--

S'agissant de la clause environnementale

Conformément à l'article n ° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des

déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

S'agissant de la provenance des matériaux, pour les lots n°04, n°06 et n°10, les provenances des matériaux en bois (charpente pour le lot 04, menuiseries intérieures pour le lot 06 et laine de bois pour le lot 10) devront revêtir une certification FSC, PEFC ou équivalent permettant de justifier que le bois mis en œuvre est issu de forêts ou de plantations gérées de manière responsable et durable.

S'agissant de la maîtrise de la qualité de l'air après travaux, pour les lots n°05, 06, 07, 08, et 09, les matériaux utilisés pour les aménagements intérieurs (cloisons, revêtements de sols, isolants, peintures, vernis, colles, adhésifs, etc), devront présenter une teneur réduite en composés organiques volatils (COV) . Les produits mis en œuvre devront disposer d'un classement de niveau A+ de l'étiquetage sur les émissions de composés organiques volatils (COV) et sur l'impact qu'elles ont sur la qualité de l'air intérieur une fois le produit mis dans la pièce (étiquetage définit par l'arrêté du 19 avril 2011). La liste des produits concernés est annexée au CCAP.

Le niveau des émissions de COV de chacun des produits pourra être apporté par tout moyen permettant de justifier l'atteinte de cette exigence (certification, label, attestation, déclaration sur l'honneur...)

S'agissant de la maîtrise et de la gestion des déchets produits par le chantier, outre les obligations réglementaires, notamment la directive-cadre n°2008/98/CE qui précise que la prise en compte de la gestion des déchets du chantier devra respecter l'ordre de priorité suivant :

1. Prévention.
2. Réemploi.
3. Recyclage.
4. Valorisation.
5. Élimination.

le titulaire de chacun des lots devra préciser dans son SOPRE, inclus au mémoire technique et rendu contractuel :

- l'identification des types et des quantités de déchets qu'il prévoit de produire,
- les actions prévues en matière de prévention des déchets,
- les modalités de tri qui seront mises en œuvre.

Ces précisions pourront être complétées durant la période de préparation de chantier.

En outre , **le titulaire du lot 03** sera chargé de la gestion du compte prorata et responsable environnement (suivant les modalités de la charte de chantier à faibles nuisances). À ce titre il sera chargé d'identifier une aire de tri et de stockage des déchets de chantier qu'il localisera sur plan. Il précisera le nombre de bennes prévues en lien avec les titulaires des autres lots, la signalétique, l'organisation de la circulation des hommes et des véhicules. Il définira également les modalités d'évacuation et de traitement.

Le titulaire devra préciser les catégories de déchets qu'il compte trier pour recyclage ou valorisation, les conditions de tri et de collecte, ainsi que le nom de l'entrepreneur de traitement. Il précisera le mode de valorisation, le cas échéant. Si les déchets sont déposés en déchetterie, le candidat précisera le nom de celle-ci et se sera assuré au préalable, par un contact direct avec le

gestionnaire de la déchetterie, que les déchets y seront acceptés aux dates du chantier (type de déchets, quantité, fréquence de dépôt, conditions financières).

Afin de disposer des informations relatives à la destination et au traitement des déchets produits sur le chantier, il sera demandé au titulaire de fournir les bordereaux de suivi des déchets (BSD) pour tous les déchets produits (dangereux ou non). Cela permettra de justifier les dispositions rédigées dans le mémoire technique évoqué ci-avant. En cas de non fourniture de ces documents, des pénalités seront appliquées. **Le titulaire du lot 03 devra fournir au Moe et au MOA l'intégralité des BSD et BSDD et les saisir dans « Track-Déchet » pour le compte du MOA.**

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

L'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s) au stade de l'attribution du marché.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe 1 (cadre du SOPRE)
- RC Annexe 2_ATTESTATION-DE-VISITE
- RC_Annexe 3_CADRE DE MEMOIRE TECHNIQUE
- RC_Annexe 4_LISTE DES MATERIAUX
- RC_Annexe 5_ATTESTATION-SUR-L'HONNEUR
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- CCAP Annexe 1-clauses sociales
- CCAP-Annexe 2-liste_indicative_étiquetage_cov
- PIÈCES TECHNIQUES

1- Pièces écrites communes : liste des plans, Plan Général de Coordination SPS, RICT, Planning, Tableau limites prestations, CCTC, diagnostic structure, rapport amiante, rapport HAP, tableaux équipements portes intérieures et extérieures, notice acoustique et PIC.

2- Pièces écrites propres à chaque lot : achat pompes à chaleur, annexe CCTP Planning, Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chacun des lots.

3- Plans architectes : Plans 3.00 à 3.09

4- Plans techniques : 9 plans

- Les pièces non contractuelles destinées aux jugements des offres : cadres de décomposition du prix global et forfaitaire de chaque lot.
- L'acte d'engagement (AE): deux versions proposées dont l'une spécifique aux lots 1,2,5 et 9.

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Situation juridique – références requises :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- * Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché. La candidature doit permettre de déterminer la forme juridique du candidat et, en cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;
- * Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus;

Capacité économique et financière – références requises :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

Référence professionnelle et capacité technique - références minimales requises :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles requises :

- * L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

- * Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

Les lots n°1 et lots n°3 au N°10 : attestations qualibat ou équivalent

Pour le lot n°2 DESAMIANTAGE : Qualibat 1552 ou équivalent – Traitement de l'amiante

Pour le lot n°11 : attestation Qualifelec ou équivalent

Pour le lot n°12 plomberie/ sanitaire / chauffage / ventilation :

Qualibat 5111 ou équivalent - Réalisation d'installations de plomberie sanitaire en habitat individuel, petit collectif ou autre bâtiment de surface de plancher inférieure à 1000 m², comprenant :- les canalisations de toutes natures (alimentation et vidange) y compris les travaux d'isolation acoustique et thermique,- les appareils de production et de stockage d'eau chaude sanitaire utilisant le gaz, le fioul ou l'électricité (hors PAC),- les appareils sanitaires domestiques,- les colonnes sèches,- les travaux d'entretien.Mention "RGE" possible pour les catégories de travaux :- Chaudières condensation ou micro-cogénération gaz ou fioul-Radiateurs électriques dont régulation.

Qualibat 5231 ou équivalent - Réalisation d'installation de pompe à chaleur ou groupe froid en habitat individuel, collectif ou tertiaire de surface de plancher inférieure à 1000 m².L'entreprise a également la capacité de réaliser les travaux accessoires : platelage, supports d'appareils avec manutention et levage, petite métallerie, calorifugeage, raccordement électrique du matériel, isolation thermique et acoustique des ouvrages.Mention "RGE" possible.

Qualibat 5311 ou équivalent - Réalisation des systèmes de ventilation mécanique contrôlée, simple ou double flux, en habitat individuel, collectif ou autre bâtiment de surface de plancher inférieure à 1000 m².Mention "RGE" possible pour la catégorie de travaux :- Ventilation mécanique.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

- * Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- * Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiant qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :
pour tous les lots : **EFF2 (effectifs moyens annuels supérieur à 6)**

Attestation de visite obligatoire du site pour les lots n° 2, 3 et 4 :

L'attestation de visite à compléter par l'acheteur est fourni en annexe du RC (RC.Annexe.2.Attest.Visite.vplce). **Les modalités d'organisation de la visite sont fixées dans l'article 7 du présent RC.**

Il est conseillé aux candidats des lots d'être accompagnés du (des) cotraitant(s) / sous-traitant(s) chargés de réaliser les travaux pour leurs comptes lorsqu'ils sont connus au moment de la remise de l'offre. L'offre des candidats devra alors comporter l'attestation de visite du co-traitant ou sous-traitant.

Dans le cas contraire, l'offre des lots concernés sera déclarée irrégulière.

L'attestation de visite est jointe en annexe du règlement de consultation et à compléter pour présentation lors de la visite des lieux.

dans un autre sous dossier :**- Un projet de marché comprenant :**

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

Les candidats des lots concernés par la clause d'insertion professionnelle des publics en difficulté (lots 3, 4, 6, 7, 8, 10, 11 et 12) doivent s'engager à exécuter cette clause et désigner le correspondant pour le service ressource et développement pour l'emploi, à défaut leurs offres seront considérées comme irrégulières

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le mémoire technique

Au projet de marché sera joint le mémoire technique suivant les cadres joints au présent règlement. Ils permettront d'évaluer le critère de valeur technique des prestations et le critère de performances en matière de protection de l'environnement.

Dans le cas contraire, l'offre des lots concernés sera déclarée irrégulière.

La valeur technique des prestations sera évaluée suivant :

- L'organisation spécifique pour le projet : description de l'organisation de la qualité de l'entreprise, identification des points critiques et points d'arrêts, description de l'organisation du contrôle interne / du contrôle externe le cas échéant, liste des essais et vérifications prévus par le candidat, fiches techniques des principaux produits qui seront mis en œuvre... et/ou tout autre élément que le candidat souhaiterait porter à la connaissance du maître d'ouvrage sur la qualité des prestations, produits et procédés proposés.

- L'organisation de l'entreprise pour réduire les nuisances : Identification des éventuelles tâches émettrices de bruit – méthodes et moyens envisagés pour limiter ces nuisances , identification des éventuelles tâches émettrices de poussières – méthodes et moyens envisagés pour limiter ces nuisances.

- Le respect et l'optimisation du planning et des délais : Prise en compte du phasage de chantier, de l'enchaînement des tâches, prise en compte des contraintes de délai de fin de chantier et identification des tâches susceptibles d'avoir un impact sur le délai d'exécution. Préciser les dispositions prévues par le candidat pour garantir l'absence de retard (description des moyens, méthodes envisagées, capacité du candidat à déployer des moyens humains et matériels pour s'adapter, calendrier général d'exécution ...)

La valeur de performances en matière de protection de l'environnement sera évaluée notamment au regard du SOPRE fourni :

- pour tous les lots, au regard : de la description de la politique environnementale de l'entreprise vis-à-vis du choix des matériaux, des matériels, du mode de conditionnement et d'acheminement, du choix de la provenance des matériaux, de l'optimisation des déplacements... et/ou tout autre élément que le candidat souhaiterait porter à la connaissance du maître d'ouvrage sur la politique environnementale de l'entreprise.

- pour tous les lots, au regard de l'identification des principaux types de déchets qui seront générés sur le chantier ou en atelier, de la description des méthodes de gestion et de tri des déchets sur le chantier ou en atelier, du niveau de sensibilisation et des méthodes d'accompagnement des compagnons sur ce sujet, de l'organisation de l'entreprise pour respecter le tri, des méthode et moyens pour ne pas mélanger les déchets

- pour le lot n°03, gestionnaire du compte prorata et responsable environnement, au regard de la description des méthodes de tri et de collecte, de l'identification des filières de recyclage, de valorisation le cas échéant

- La liste des matériaux

La liste des matériaux sera à compléter par les entreprises avec le récapitulatif de toutes les fiches matériaux selon les divers articles du CCTP. Ce document devra être joint à l'offre obligatoirement, sauf pour les lots 02 – désamiantage / 03 – Démolition Gros œuvre.

Dans le cas contraire, l'offre des lots concernés sera déclarée irrégulière.

- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

- La décomposition du prix global forfaitaire p: cadre ci-joint à compléter sans modification.

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Des déclarations sur l'honneur, datées et signées par le signataire de l'acte d'engagement et

par un dirigeant nommément cité au Kbis, attestant qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdictions des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP. Un modèle d'attestation est joint au RC.

- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.
- L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. À défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.
- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES – EXAMEN DES OFFRES ET NÉGOCIATION

Le MOA se laisse la possibilité d'inverser l'ordre de l'examen entre sélection des candidatures et analyse des offres. Le cas échéant, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le MOA pourra demander aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RMO prévoit une négociation des offres (avec les trois meilleures offres). Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Lorsque la négociation a pris fin les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

La note relative au critère 'Prix' est attribuée à l'aide de la formule suivante :

$$20 * \left(1 + \frac{P_{md}}{(20 * \Delta_p)} * \left(1 - \frac{P}{P_{md}} \right) \right)$$

où

P_{md} est le montant de l'offre la moins disante

P est le montant de l'offre analysée

Δ_p est la valeur du point de 'Prix' qui est égale à 2 % arrondi à la centaine d'euros la plus proche

Le prix des prestations est apprécié au vu de la décomposition du prix global et forfaitaire fournie à titre indicatif par l'acheteur et valorisé par le candidat par rapport à l'offre la moins-disante qui se verra attribuer la note la plus élevée.

Les critères d'attribution des marchés seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Note
La valeur technique des prestations * <i>Organisation spécifique pour le projet 10 %</i> * <i>Organisation de l'entreprise pour réduire les nuisances 10 %</i> * <i>Respect et optimisation du planning et des délais 10 %</i>	/30 %
Les performances en matière de protection de l'environnement	/10 %
Le prix des prestations	/60 %

Pour attribuer une note relative à un critère qualitatif, chaque sous-critère est noté 0, 1, 2 ou 3, toute décimale étant proscrite, en s'appuyant sur l'échelle de notation suivante :

- La note 0 (sur 3) est attribuée à un soumissionnaire qui a fourni des documents et/ou des explications très succinctes ou très partielles (sans pour autant que cette offre puisse être déclarée irrégulière),
- La note 1 (sur 3) est attribuée à un soumissionnaire qui a fourni des documents et/ou des explications succinctes ou partielles,
- La note 2 (sur 3) est attribuée à un soumissionnaire qui a fourni des documents et/ou des explications détaillées et satisfaisantes,
- La note 3 (sur 3) est attribuée à un soumissionnaire qui a fourni des documents et/ou des explications très détaillées et très satisfaisants

Chaque offre se verra attribuer une note sur 20. Les offres seront classées de la meilleure note à la moins bonne.

Calcul de la note finale

Note finale = (Note prix X 60 %) + (note finale technique X 30%) + (note finale environnementale X 10%)

Les notes seront fixées avec des nombres entiers avec la règle des arrondies suivante :

La note sera arrondie à l'unité inférieure ou supérieure en fonction du chiffre des dixièmes. Si le chiffre des dixièmes est compris entre 0 et 4 la note sera arrondie à l'unité inférieure et pour un dixième compris entre 5 et 9 la note sera arrondie à l'unité supérieure.

En cas d'égalité pour la première place, les notes seront déterminées au dixième près en utilisant les mêmes dispositions d'arrondi sur le chiffre des centièmes et ainsi de suite jusqu'à, trouver le niveau de départage.

En cas de discordance constatée dans une offre, le montant arrêté en lettres sur l'acte d'engagement, prévaudra sur toute autre indication de l'offre et le montant de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) sera rectifié en conséquence. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans la DPGF seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la DPGF qui sera pris en compte.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Après une première analyse des offres sur la base des critères énoncés ci-dessus, le RMO pourra

engager des négociations avec les candidats ayant obtenu les 3 meilleures notes.

La négociation pourra porter sur les points suivants : la qualité, le phasage, la sécurité, le prix.

Au terme de ces éventuelles négociations, après classement des offres conformément aux mêmes critères ci-dessus énoncés l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Elle devra contenir l'ensemble des pièces exigées pour être regardée comme complète conformément aux dispositions de l'article R.2151-16 du CCP.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence « **DIRCE-SPE-TxComboire-2025** »

»

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;

- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DIR-CE
à l'attention de monsieur Fabrice Vidal
Immeuble La Villardière
228 rue Garibaldi
69446 LYON

Copie de sauvegarde pour : DCE TRAVAUX
Lot n° :
Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :
« NE PAS OUVRIR »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions

précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([\[http://www.marches-publics.gouv.fr\]](http://www.marches-publics.gouv.fr)) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. VISITE OBLIGATOIRE

La visite du site est **obligatoire** avant la remise des offres des lots n°, 02, 03 et 04. L'attestation de visite, délivrée sur le site, devra être jointe à l'offre. **Dans le cas contraire, la candidature sera déclarée irrégulière et non régularisable.** Voir annexe 2 du règlement de consultation

Les visites seront organisées **tous les mardis à 10h00 durant la phase de consultation.**
Le rendez-vous est fixé directement devant l'entrée du bâtiment.

Les candidats devront au préalable faire connaître leur intention de réaliser la visite du site en adressant un mail à gregory.gillot@isere.gouv.fr et copie à ddt-slc-pmob@isere.gouv.fr

☐ ANNEXE N°1 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

**SCHÉMA ORGANISATIONNEL
DU
PLAN DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT
(S.O.P.R.E.)**

<i>Lot</i>	
N° :	<input type="text"/> : <input type="text"/>

CADRE TYPE

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché :

Date :

1. DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX ET DU CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

2. ORGANISATION QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Nom du responsable environnement ;
Organigramme.

3. PROTECTION CONTRE LA POLLUTION DES EAUX

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

4. PROTECTION CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

5. PROTECTION DU MILIEU NATUREL (FAUNE, FLORE)

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

6. PROTECTION CONTRE LES AUTRES NUISANCES (BRUIT, VIBRATIONS...)

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

7. TRAITEMENT DES DÉCHETS DE CHANTIER (SOGED)

- Décrire les méthodes de prévention de la production des déchets
- Décrire les méthodes de non – mélange des déchets sur le chantier et donc le tri effectué :
 - les méthodes de séparation des déchets au niveau des postes de travail,
 - la description des bennes, bigs-bags, bacs avec rétention et tout autre contenant en fonction des types de déchets,
 - les zones de stockage envisagées pour les déchets et les moyens d'accès,
 - l'importance du tri sur le chantier,
 - la signalétique employée,
- Décrire les installations de valorisation, traitement et élimination vers lesquelles seront dirigés les déchets en fonction de leur nature :

- selon les opportunités locales, les installations seront recherchées en veillant à privilégier les filières de réutilisation et valorisation,
- la fréquence d'évacuation des déchets ;
- Décrire les moyens de contrôle et de traçabilité des déchets
 - Les BSD et BSDD (déchets communs, Amiantes, Plomb,...) devront obligatoirement être inclus au SOPRE et au DOE.
 - Prévoir un bordereau de suivi de déchets (BSD et BSDD) par type de déchet et par transport ;
 - Définir les modalités de transmission de l'information aux assistants du maître d'ouvrage ;
- Décrire les moyens humains mis en œuvre pour assurer la réalisation du SOGED
 - Désigner un « responsable gestion des déchets » au sein de chaque entreprise, présent sur le chantier en permanence ou régulièrement, qui pourra répondre aux questions des compagnons ou des représentants du maître d'ouvrage,
 - Les compagnons devront être sensibilisés à la gestion des déchets et savoir reconnaître les différents types de déchets.

8. PROPRETÉ DES VOIES UTILISÉES DANS LE CADRE DU CHANTIER

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

9. NOTION DE RÉPARABILITÉ DES PAC

Liste de l'ensemble des pièces composant la PAC ainsi que celles des pièces réparables ou remplaçables.

10. RENDEMENT ÉNERGÉTIQUE

Pour une PAC

Communiquer les indices SCOP (Coefficient de Performance Saisonnier) et ETAS (Efficacité Thermique Annuelle Saisonnière).

Pour les autres équipements électriques

Indiquer la classe énergétique de l'appareil électrique

NB :

Une attention particulière sera portée sur le respect, par le candidat, de la structure de SOPRE proposée ci-dessus ainsi que sur la clarté des informations y figurant.